



Déclaration liminaire du Sgen-CFDT

CDEN du 3 mars 2025

Monsieur le Préfet,

Monsieur le directeur Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Après une succession inédite de six ministres différents en deux ans au poste du Ministère de l'Education Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, la nomination d'Elisabeth Borne ne nous rassure pas puisqu'elle le souligne elle-même : « elle n'est pas une spécialiste des questions d'éducation ».

A l'instar de ses prédécesseurs, elle s'est cependant empressée d'évoquer devant le Sénat mais aussi par voie de presse de nouvelles réformes - réduction des vacances d'été par exemple- qui s'apparentent plus à des marronniers qu'à des mesures réfléchies, nécessaires et efficaces. A défaut de servir l'intérêt général, ces propositions alimenteront un temps les discussions de machines à café et les tables rondes des chaines d'info en continu.

A chaque Ministre sa petite marotte et son débat politico médiatique... Multipliées par 7 ministres en 2 ans, ces lubies ne parviennent qu'à créer un brouhaha confus et délétère pour notre système éducatif. Et à détourner l'attention des vrais sujets...

L'Éducation Nationale, pilier de notre République, se trouve aujourd'hui à un tournant crucial. Nous pourrions reprendre brièvement la liste des sujets que nous égrenons inlassablement à chaque instance tel un jour sans fin, sans réponse de l'institution : école inclusive, médecine du travail, médecine scolaire, charge de travail des directeurs, statut des AESH, RASED incomplets, perspectives salariales, remplacement, formation, conditions de travail, bâti scolaire... sans oublier la dénonciation d'une politique éducative erratique où s'empilent réformes et contre réformes, déstabilisant durablement l'ensemble des personnels, alourdissant leurs missions, entraînant une perte de sens et d'attractivité de nos métiers.

Vous l'avez compris et les médias en font souvent l'échos, les conditions de travail de nos collègues sont année après année de plus en plus difficiles

faute de véritable réponse à nos revendications. Ces enjeux ne sont pas seulement des préoccupations internes ; ils ont un impact direct sur la qualité de l'enseignement que nous prodiguons à nos élèves.

Tendre vers une école permettant les réussites de tous les élèves aurait nécessité un choix courageux : faire de la baisse démographique une opportunité permettant l'amélioration des conditions de travail des personnels et l'amélioration des conditions de scolarisation et d'apprentissage de tous les élèves qu'ils soient identifiés comme étant « à besoin particulier » ou pas. Malheureusement, ce n'est pas le choix qui a été fait par le gouvernement. Sur cette carte scolaire, nous ne sommes pas naïfs : c'est du fait des contingences politiques du moment - et non par conviction ou souci de l'intérêt général - que le gouvernement a renoncé à la suppression de près de 4000 postes dans le premier degré. C'est - bien sûr - un motif de satisfaction, notre département ne devant rendre « que » 3 postes cette année. Pourtant, si l'on regarde les chiffres de l'OCDE concernant le nombre moyen d'élèves par classe, la France se situe au 41ème rang, entre le Pérou et la Roumanie. Le gouvernement souhaite améliorer les performances des élèves mais peut-être faudrait-il commencer par leur offrir de meilleures conditions d'apprentissage.

La suppression d'une classe dans une école se traduit par une dégradation des conditions de travail des enseignants restants. Ils se retrouvent confrontés à des classes plus chargées, composées d'élèves aux profils très divers, sans que le soutien nécessaire ne soit apporté. Cette surcharge a des conséquences sur la santé des personnels, sur leur bien-être, et sur la qualité de l'enseignement. Ce phénomène est particulièrement perceptible dans les petites écoles par exemple passer dans une école primaire de 3 classes à 2 classes entraîne de facto deux classes à 4 niveaux.

Pour finir, le Sgen-CFDT souhaite que notre gouvernement considère que les sommes allouées à l'Education nationale soient vues comme un investissement et non une dépense. Cet investissement passe par une revalorisation salariale ambitieuse de tous les métiers de l'enseignement, une politique d'attractivité articulant l'amélioration des conditions de travail, et la recherche de sens au travail.

En vous remerciant pour votre écoute.